

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

14^e ANNEE - N° 224
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 10 au 23 juillet 1976

malgré la conférence de l'«eurocommunisme»

Actualité toujours vivante de l'internationalisme prolétarien

Les vingt-neuf P.C. d'Europe se sont réunis à Berlin-Est. Une de ces réunions où l'on va par obligation, la mort dans l'âme. Comme l'a affirmé Marchais, mais en exprimant bien le sentiment général de tous les participants : « Nous devons dire que des conférences comme celles-ci ne nous paraissent pas correspondre aux besoins de l'époque ». Une réunion où l'on va tout de même, avec le secret espoir que c'est la dernière. Comme dans une réunion d'anciens qui vient trop tard, les retrouvailles ne sont plus l'occasion d'une fête ; l'évocation du passé n'est plus source de joie mais uniquement le pénible rappel d'une époque dépassée que l'on désire enterrer à tout jamais.

Les participants n'ont plus la jeunesse et la disponibilité, si l'on peut dire, d'autrefois. Tous ont depuis longtemps pris de solides habitudes nationales dans leurs mariages respectifs qui, comme tous les mariages bourgeois, sont d'ennuyeux mariages d'intérêt que l'opportunisme philistin tente de faire passer — la morale est sauve ! — pour des mariages d'amour : paix, patrie, démocratie ! Tous ont tellement goûté aux plaisirs de l'hyménée patriotique — qu'on pense à la guerre, aux reconstructions nationales et autres délices ! — que chacun en vient à voir ses anciens collègues avec les yeux de son ménage, et n'accepte que du bout des lèvres l'épithète d'«eurocommuniste», par peur de trop ressembler aux autres.

Il fallait en finir avec la phrase contestataire qui trouble les ménages en rappelant l'allégeance au maître d'autrefois, un maître international qui a pourtant prêté les amours nationales et mercantiles ; il fallait en finir, que l'on soit loin de lui et « à l'abri de l'OTAN », ou que l'on soit près de lui — et, là aussi, trop loin de Dieu.

Les élèves ont définitivement perdu le respect du modèle. Ils viennent rappeler que la vénération servile du maître d'école — et les nouveaux « pédagogues » n'ont plus l'autorité que conféraient les moustaches à leur prédécesseur — n'était que l'apprentissage de la soumission totale devant n'importe quel maître du jour et de l'heure, en l'occurrence les capitalistes nationaux et leurs Etats.

« Nous parlions de la grande révolution socialiste d'Octobre comme de notre Nativité. C'était là notre période d'enfance. Aujourd'hui nous sommes devenus adultes », dit Carrillo. Pour ce minable potache et ses congénères, la « grande révolution d'Octobre », c'est évidemment la Russie de Staline, parvenue, en 1926, à transformer l'Etat prolétarien en un banal Etat national en le soumettant aux forces conjuguées de l'impérialisme mondial et des forces qui, en Russie même, tendaient au développement moderne et bourgeois ; en un Etat qui, au lieu de servir de forteresse prolétarienne utilisant le capitalisme russe comme une étape vers le communisme, que viendrait raccourcir et finalement clore l'aide de la révolution européenne, se fit l'artisan de l'accumulation capitaliste russe et de la stabilisation bourgeoise mondiale contre les forces russes et internationales du communisme. Cet Etat, c'est celui de la Russie de la contre-révo-

lution stalinienne, de l'élimination de la vieille garde bolchévique, paralysée et rendue impuissante par la dégénérescence du parti en proie à un terrible isolement et écrasé sous le poids des responsabilités internationales.

Mais en voulant enterrer les maîtres aujourd'hui gênants et leur enseignement corrompu qui a voulu transformer le respect de la théorie en aplatissement complet devant leurs exigences étroites et personnelles et qui a fait de l'internationalisme prolétarien une marchandise à usage exclusivement national-russe, pour le plus grand bien de l'ordre impérialiste international — auquel furent même sacrifiés les restes formels de l'institution elle-même, l'Internationale Communiste, en 1943 —, les disciples peu reconnaissants entendent bien tuer tout enseignement et l'idée même d'une théorie à laquelle on fasse des références autres que platoniques.

« Nous, communistes — Carrillo ose encore se prétendre tel — n'avons aujourd'hui aucune discipline internationale qui s'impose à nous ; ce qui nous unit, ce sont des affinités, sur la base des théories du socialisme scientifique [!]. Nous ne reviendrons pas aux structures et aux conceptions de l'internationalisme du passé ».

Nous ne demanderons pas à Carrillo, Marchais, Berlinguer et autres Tito de revenir à un passé qui n'était qu'une sinistre caricature de l'internationalisme véritable. Le « socialisme dans un seul pays » n'était que la justification du tournant politique qui appelait à l'abandon de la lutte révolutionnaire et de sa doctrine.

Que les pantins opportunistes renient jusqu'aux mots glorieux derrière lesquels ils prétendaient cacher leur soumission complète à leurs bourgeoisies respectives, ce n'est pas nous qui pleurerons cet abandon. Au contraire, nous le saluons comme un coup de chapeau involontaire donné par la contre-révolution et les renégats du communisme à un marxisme pour lequel la Gauche Communiste a dû lutter pendant de longues décennies pour conserver intacts les principes et la tradition afin que de nouveau la lutte prolétarienne l'empoigne comme son arme de combat !

A chacun son internationalisme ! Aux Berlinguer et aux Marchais, celui des voies nationales, pacifiques et parlementaires qui se tournent toutes résolument le dos ! Au prolétariat révolutionnaire le sien ! A l'heure où l'ennemi est mille fois plus concentré qu'hier, son inter-

DANS CE NUMERO

- Leur « front unique » et le nôtre (5)
- Sur les élections en Italie
- Notes sur l'Algérie, l'Espagne, le Portugal, le raid d'Entebbé
- Notes sur la CFDT et la coordination des luttes, la CGT et les comités de chômeurs, la grève des éboueurs de Marseille
- Un idéal pour la jeunesse : le militarisme...

nationalisme doit être encore mille fois plus fort qu'hier. Il doit être celui de la fusion de la lutte prolétarienne dans tous les pays en une lutte unique, celui de la stratégie unitaire de la révolution communiste mondiale intégrant à son combat les forces projetées contre l'impérialisme par d'autres cycles révolutionnaires, celui de la discipline internationale sur le programme unique du parti de la révolution internationale, le parti communiste mondial, pour la renaissance duquel nous luttons.

Face à l'opportunisme devenu « adulte », que l'impérialisme se survivant à lui-même imprègne de sa sénilité, nous affirmons l'éternelle jeunesse et la vivante actualité du « vieil » internationalisme prolétarien, celui de Marx et de Lénine.

Salut enthousiaste aux ouvriers polonais !

Il y a vingt ans les ouvriers de l'usine Staline à Poznan se mettaient en grève pour des augmentations de salaire, entraînant derrière eux la population dans des manifestations qui convergèrent vers la prison dont les portes furent ouvertes. L'ordre fut rétabli ; le bilan fut de 38 morts et 270 blessés parmi les ouvriers.

En décembre 70, l'augmentation brutale des prix provoqua la révolte des chantiers navals de la Baltique. La répression fit 6 morts et des dizaines de blessés, mais le gouvernement dut lâcher du lest et faire quelques promesses.

Ce 25 juin, à l'annonce d'une augmentation des prix alimentaires de 50 à 100 % selon les produits, dans ce paradis polonais du « socialisme » national et salarial qui ne connaît que l'inflation... « socialiste », le despotisme de fabrique... « socialiste », l'exploitation et la misère... « socialistes », renforcés par l'oppression naturellement « socialiste » du grand frère russe, la classe ouvrière a une fois de plus audacieusement dit : NON ! Les ouvriers de l'usine Ursus de Varsovie se sont mis en grève et ont barré la voie de chemin de fer proche, entraînant dans leur mouvement d'autres usines.

Cette fois, le gouvernement, instruit par l'expérience, a reculé : les hausses ont été annulées, avec l'argument hypocrite que la « consultation des ouvriers » avait révélé des « objections » et suscité des « remarques » à la « proposition » gouvernementale... Et quelles remarques ! Les seules dont est capable de tenir compte la classe capitaliste et son Etat ! Sans elles, la « consultation » n'aurait porté que sur les intérêts de la classe capitaliste et le Parlement aurait entériné la hausse sans le moindre problème !

Mais il ne fait pas de doute que le gouvernement va maintenant chercher à imposer d'une autre manière la hausse qui est présentée comme « absolument indispensable aux besoins de l'économie nationale ». Aussi s'est-il, en attendant le moment favorable, lancé dans une campagne d'explication dirigée contre les « aventuriers », « voyous » et autres empêcheurs de tourner en rond de Varsovie.

Le problème de la Pologne, c'est que la lutte des classes s'y montre toute nue. Et les bonnes âmes n'ont pas attendu une minute pour apporter leur pierre à l'autel de la paix sociale : dans un appel adressé le 29 juin au parlement, 11 « intellectuels » demandent « l'élargissement des libertés démocratiques afin [notez bien] d'éviter de nouvelles explosions populaires ». Si, hélas ! la Pologne ne peut en donner plus, de démocratie, c'est que l'histoire ingrate l'en empêche. D'ailleurs Gierek a immédiatement traduit l'appel à l'intention des prolétaires qui ont besoin qu'on leur mette les points sur les i : « Le rejet de la discussion et les arrêts de travail sont incompatibles avec les consultations. Ces actes sont inadmissibles et pernicieux, non seulement parce qu'ils empêchent un authentique échange de vues, mais aussi parce qu'ils provoquent une atmosphère de tension permettant aux forces et éléments antisociaux de remonter à la surface et de manifester un comportement qui est une honte pour nous tous ».

Si les bourgeoisies de l'Est ont besoin de la démocratie, ce dont le prolétariat a besoin, pour sa part, c'est de la renaissance du parti mondial de classe, du parti qui puisse féconder sa généreuse lutte de résistance et la tendance inévitable à se donner des organisations de lutte immédiate qui doit en résulter en les orientant non vers une réforme démocratique de l'Etat, mais contre elle, pour en faire un levier de la préparation de la révolution communiste.

Les derniers événements en sont le gage : nul doute que cette dernière trouvera dans le valeureux prolétariat polonais, trait d'union entre les géants allemand et russe, un combattant dévoué.

Sur les élections en Italie

Cela fait maintenant un an, le 15 juin 1975, que « l'extrême gauche » italienne a eu la révélation — bien banale en vérité — que la constitution d'un gouvernement de gauche (c'est-à-dire PC-PS) était la condition sine qua non de tout pas en direction de la révolution, en même temps qu'un accélérateur du mouvement social. Pour qu'un tel gouvernement voie le jour, il faudrait, pour elle, arracher le PCI aux bras de la DC, ce qui serait impossible sans une victoire électorale du PCI.

Où en sommes-nous après ces élections où le PC s'est enflé — en même temps que la DC, ce qui fait parler de « polarisation » politique à ceux qui ne veulent pas voir que les deux « pôles » sont dans le même camp — sinon l'indice que l'heure n'est pas encore (l'opportunisme propose, mais bourgeoisie dispose) au « compromis historique », mais seulement à la « confrontation » : comme le dit avec ses accents de philosophe servile Berlinguer, le PCI « n'a aucune hâte d'aller au gouvernement, même si la gravité de la situation le réclame... Tant mieux si les préventions contre la gauche tombent, sinon nous continuerons à remplir notre rôle d'opposition, de contrôle critique et d'aiguillon, mais également de proposition constructive » ! N'y a-t-il pas là la confirmation que même en cas de victoire électorale plus grande encore, et dans

l'hypothèse où le PCI pourrait être « arraché aux bras de la DC », il ne serait de toute façon pas arraché à ceux des classes dominantes ? Quelles que soient les péripéties parlementaires et les combinaisons qui permettent par les miracles du jeu démocratique à la bourgeoisie italienne — comme à ses sœurs — de faire en règle générale apparaître n'importe quel gouvernement comme le produit de la « volonté populaire », ces élections sont bien tombées pour faire avaler plus facilement à la classe ouvrière la pilule amère des contrats visant non pas à la sauvegarde de ses conditions de vie, mais au bon fonctionnement de la machine productive nationale. Et devant les signes d'impatience qui se manifestaient dans de nombreuses usines, les élections sont arrivées à point pour que la très responsable Fédération CGIL-CISL-UIL appelle

à la trêve : « aucune grève, aucune manifestation, aucune intervention qui puisse de quelque manière troubler » la céleste harmonie créée à l'occasion de la campagne électorale ! Voilà le premier vrai résultat des élections, qui laisseront toujours les prolétaires « les mains vides », comme titre l'éditorial de notre journal *Il Programa Comunista* du 25 juin. Peut-on sérieusement imaginer combattre un tel résultat en marchant, même avec une propagande « critique », dans le même sens que des forces politiques qui cherchent à noyer l'agitation sociale dans le marais électoral, parlementaire et, s'il le faut, gouvernemental ?

Voyons maintenant l'attitude de cette gauche « extraparlémentaire » qui se fit l'écho, à l'origine, dans ses différentes composantes, du refus dans les faits par les ou-

(suite page 2)

La CFDT et la coordination des luttes

Une série de « journées portes ouvertes » dans des entreprises en lutte depuis plusieurs mois a été pour ces entreprises l'occasion de tisser des liens entre elles. Il n'en fallait pas plus pour attirer les foudres de la CFDT à la réunion du BN du 17 au 19 juin. Dans le numéro de *Syndicalisme-hebdo* qui a suivi, on peut lire : « En quoi une coordination extra-syndicale des luttes peut-elle aider à la solution de conflits aussi différents que Griffet, Caron-Ozanne, Lip, etc. ? Par contre nous voyons bien comment cette structure extra-syndicale, et à la limite anti-syndicale, va servir pour tenter d'imposer aux autres travailleurs organisés une pseudo-solidarité, exclusivement orientée vers les objectifs des groupes extra-syndicaux qui l'ont constituée » !

De tels épisodes sont monnaie courante : une coordination ayant été envisagée entre les comités de chômeurs parisiens des 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e arrondissements qui se sentent chacun trop faible pour mener un travail sérieux isolément — ces comités sont tous également CFDT, soit dit en passant — un bonze de l'URP s'est spécialement déplacé pour reprocher violemment aux présents le principe de toute coordination inter-comités : chaque comité doit, selon ces messieurs, être relié uniquement à son UL, les UL étant reliées aux UD par les AG d'UL, le rôle des comités se bornant à la diffusion du matériel du syndicat, etc.

Le mot d'ordre est clair : PAS DE LIAISON HORIZONTALE ! Les directions opportunistes des syndicats ont réussi, pratiquement depuis 1934 pour la CGT (la CFDT est née sur cette base), à vider de contenu toute liaison horizontale (les organisations économiques ne sont-elles pas nées dans ce pays, à l'échelle locale, soit du métier pour le syndicat, soit de façon interprofessionnelle pour les chambres du travail ?), afin d'isoler chaque section syndicale d'entreprise de sa voisine ; autrement dit, on ne conçoit d'union qu'avec l'entreprise ou l'établissement, ou bien avec les électeurs et les usagers à une échelle plus vaste. Un tel interdit est donc strictement lié à la politique ouvertement collaborationniste des bureaucraties confédérales.

Il est absolument inévitable que les simples besoins de la lutte, pour comparer les diverses situations, établir des revendications et des méthodes communes, fassent naître chez les ouvriers la tendance à se rencontrer par dessus les limites des sections syndicales, entre entreprises du même secteur comme entre entreprises de secteurs différents, à l'échelle locale, entre entreprises en lutte à l'échelle du pays, etc. De telles initiatives sont positives, fécondes et ne peuvent qu'être encouragées, indépendamment de la forme qui leur est donnée.

Maintenant il est clair que la liaison horizontale en elle-même ne saurait être considérée comme une recette qui dispense de toute centralisation ou qui doive être opposée à une liaison verticale. Il faut aussi s'organiser verticalement, ne serait-ce que parce que la bourgeoisie et l'opportunisme sont organisés verticalement et que, à partir d'une certaine ampleur, la lutte exige nécessairement une certaine unité de direction. Nous savons que dans les organisations économiques, cette unité ne peut être un préalable — comme tentent de l'imposer les bureaucrates aujourd'hui —, parce que l'adhésion se fait indépendamment des idées politiques, mais elle doit être un résultat de la lutte, résultat qui est lié au progrès de l'orientation révolutionnaire dans la lutte immédiate. Les liaisons horizontales, au lieu de s'opposer aux liaisons verticales, sont la base d'un centralisme qui aide la lutte et la renforce.

La CGT et les comités de chômeurs

On sait comment les centrales syndicales combattent les tentatives des chômeurs de créer leurs propres organisations pour une défense réelle de leurs conditions d'existence. Alors qu'elles-mêmes ne font rien pour défendre cette catégorie de la classe ouvrière particulièrement touchée par la crise capitaliste, et n'appellent pas les prolétaires actifs à faire leurs revendications des chômeurs, ces centrales ont le culot de condamner des comités qui naissent çà et là, sous prétexte qu'ils seraient diviseurs car se situant en dehors des « organisations des travailleurs » (lisez en dehors de la néfaste influence de l'opportunisme syndical).

Le 12 mai avait lieu à l'initiative du « COLLECTIF CHOMEURS BALANCE » à Toulouse une journée « Portes Ouvertes ». A cette occasion la CGT n'a pas manqué de manifester en distribuant aux employés de l'ANPE un tract, où elle les appelait, non à se solidariser avec les chômeurs en lutte, mais... à la « plus grande vigilance », « à ne céder à aucune provocation, à ne pas confondre ce type d'activité minoritaire [pen- sez ! la défense des chômeurs !] avec l'expression de la volonté de

la grande majorité des travailleurs ». Et de poursuivre en tirant à boulets rouges sur les « provocations du collectif » — heurts imaginaires avec le personnel — ; et de déplorer les « conditions de réception du PUBLIC (!) à l'agence, les conditions de travail du personnel, l'état des locaux qui créent un terrain favorable au développement de ces activités » ! Et si la CGT rappelle que les aspirations des chômeurs et des salariés de l'ANPE sont fondamentalement convergentes, ce n'est pas parce que seule cette unité permettra aux travailleurs d'exercer une pression de classe sur l'Etat, mais pour proposer « un meilleur fonctionnement du service public de l'emploi, et demain la mise en œuvre d'une autre politique qui, en assurant le plein emploi, en donnant à l'ANPE le monopole du placement, contribuerait à élargir et enrichir les missions de l'ANPE » (sic). Regardez-les ces bonzes qui, face à la misère accrue de la classe ouvrière, ne rêvent que de mieux huller la machine de l'Etat ! Regardez-les ceux qui s'approprient à nous faire avaler la pilule de l'austérité, et qui « enrichissent les missions de l'ANPE » de la sueur des travailleurs !

Une avant-première marseillaise

Est-il besoin d'attendre demain pour savoir ce que la Gauche ferait au gouvernement, sans parler du fait qu'elle y a déjà été ? Les répétitions du rôle ne manquent pas. Une nouvelle vient d'en être donnée dans la grève des éboueurs de Marseille. Utilisant les pires manœuvres d'intimidation et de corruption, le maire, Defferre, appuyé par les bonzes FO, a fait immédiatement appel à l'armée contre la grève naturellement dénoncée comme fomentée par une « minorité agissante ». Mais tout mouvement social n'est-il pas nécessairement dirigé par une « minorité agissante » ?

Et qu'ont fait les directions CFDT et CGT qui se plaignent de l'« optique de collaboration de classes » de FO et du maire socialiste ? Eh bien, « nous avons décidé, explique le comité intersyndical, de suspendre la grève pour éviter les affrontements [...] ». Nous étions capables d'aller plus loin mais le maire voulait le pugilat (L'Humanité du 29/63). Les patrons sont souvent prêts au « pugilat » pour défendre leur cause et, invariablement, l'opportunisme explique aux ouvriers qu'il faut par principe éviter tout affrontement. Le résultat en est alors la défaite et la démolition ouvrière. Le « pugilat » est inévitable. Nous ne disons pas qu'il faut accepter la lutte dans n'importe quelles conditions. Nous disons qu'il faut se préparer à une lutte réelle et pour cela il faut combattre l'orientation et les méthodes de l'opportunisme.

Sur les élections en Italie

(suite de la page 1)

vriers de la « lutte articulée » dans l'automne chaud de 1969, flanqué du « mouvement étudiant ». Lotta Continua allait jusqu'à prêcher la constitution d'« organisations alternatives aux syndicats » sous prétexte de combattre l'opportunisme syndical ; *Avanguardia Operaia* se distinguait par la revendication d'une « autonomie ouvrière » assainie d'une doctrine politique partant d'un trotskysme de plus en plus épique de maoïsme ; le pont avec le réformisme déclaré était fait par le Manifesto, scission du PCI, très vite fusionné avec le PDUP dans une sorte de PSU italien, s'appuyant sur une prétendue « gauche syndicale » et attendant du souffle maoïste une « révolution culturelle européenne » qui puisse régénérer le réformisme.

Le 15 juin 1975 avait été le prétexte d'un rapprochement Manifesto/PDUP-AO, déjà favorisé par l'alignement sur le terrain revendicatif d'AO sur la « gauche syndicale ». Le grand événement de ces élections d'aujourd'hui a été la naissance de *Democrazia proletaria*, alliance à laquelle se joint, non sans réticences de la part des deux anciens qui la jugent encore trop « isolationniste », Lotta Continua, qui veut à son tour utiliser le résultat des élections pour donner une impulsion à la constitution du parti entre les trois organisations. Le fait que les trotskystes du Secrétariat Unifié apportent leur soutien à *Democrazia Proletaria* n'est qu'un indice supplémentaire de cette folie de l'unité.

Voici donc sur quelle base s'unissent nos « révolutionnaires » : une base électorale — et même gouvernementale ! —, les élections devant tout résoudre : la formation du parti, les besoins élémentaires des masses ouvrières, et l'élimination du danger fasciste ! Quant au programme de l'alliance, il se résume dans la recherche d'un gouvernement de gauche où on espère, dans l'hypothèse optimale, avoir un strapontin « pour y apporter les objectifs et les revendications des masses » (LC) !

Naturellement, du point de vue électoral, si l'on cherche la victoire du PCI, on a beau constituer des listes *Democrazia proletaria*, les ouvriers n'ont pas besoin d'elles pour assurer le succès du « grand parti ouvrier » : dans la « propagande critique », ils sont tous enclins à oublier le second terme pour ne retenir que le premier. Aussi le score électoral est-il des plus décevants : 1,5 % des voix, au point qu'ici, le PSU, LO et la LCR peuvent se targuer en comparaison d'avoir un appui électoral des masses ! La conclusion tirée est qu'il faut encore plus combattre le radi-

calisme passé et « exploiter au maximum, comme dit AO, notre présence politico-institutionnelle pour multiplier l'incidence politique du mouvement de masse ».

En somme, le véritable champ d'action politique n'est pas hors des institutions mais en leur sein : c'est là que l'action des masses devient efficace, par l'effet « multiplicateur » des « révolutionnaires » ! Après « l'accélérateur » social des élections, voici donc le « multiplicateur » politique, les

deux armes keynésiennes d'une sorte de New Deal qui devrait permettre de faire sortir le mouvement prolétarien de sa longue crise, les deux nouvelles trouvailles du gradualisme réformiste !

Le deuxième vrai résultat de ces élections, c'est donc l'élimination de la phrase « extraparlementaire » et, après le cycle de sept ans de contestation, l'enchaînement des gauchistes au char de la politique parlementaire, réformiste, et prosaïquement bourgeoise.

Notre presse devant les élections

Notre presse a donné un très fort encadrement théorique et politique à nos sections italiennes pour profiter au mieux des possibilités d'intervention offertes par cet épisode de la vie politique, ce qui prouve que notre abstentionnisme n'a rien à voir avec celui de l'anarchisme pour lequel il est un produit d'une indifférence générale en matière de politique.

Notre presse a rappelé l'évolution récente de l'Italie dans une magnifique synthèse : *Vicissitudes de l'Italie depuis la guerre* (II PC n° 11) que le manque de place nous a empêchés d'utiliser encore dans ce journal. Elle a profité de l'occasion pour préciser notre critique de l'opportunisme réformiste et de sa fonction de conservation sociale dans une série d'articles dont toutes les sections doivent tirer le plus grand profit : **Qui fera le mieux trimer les prolétaires** (II PC n° 10, paru aussi dans le *Proletaire* n° 221), **Le tout nouveau socialisme fabien de Monseigneur Berlinguer** (II PC n° 12), **Le réformisme eurocommuniste regarde bien au-delà du front populaire type 1936**. Ces élections ont été un excellent stimulant pour mieux caractériser les positions politiques et théoriques ainsi que la portée politique de la triple alliance « extraparlementaire », qui a été analysée dans *Democrazia proletaria* : **mélange de spontanéisme et de réformisme** (II PC n° 10) mais aussi dans les articles donnant le sens des élections et de leur résultat, comme l'éditorial du n° 12 : **Après les élections, les mains vides**. Le rôle des élections comme éteignoir des luttes sociales a fait l'objet d'un article paru dans le n° 11 : **Puissance des élections**.

Surtout, les élections ont été matière à rappeler les principes du communisme, l'attitude du marxisme vis-à-vis de l'Etat bourgeois et du parlement et le fameux débat tactique sur le parlementarisme révolutionnaire dans l'IC (voir II PC n° 11). Enfin, notre journal a consacré un article très intéres-

sant (II PC n° 10) et le compte rendu de deux réunions publiques (Milan et Turin) aux **Raisons de notre abstentionnisme**. Pour conclure, rappelons l'indication générale donnée par notre parti, en citant ce large extrait du manifeste paru en éditorial du n° 11 :

« Notre refus de l'« arme » dérisoire du bulletin de vote ne dérive pas plus de scrupules moraux que d'une quelconque horreur devant l'« Etat » et l'« autorité » en général. Il dérive de la ferme conviction que le retour aux méthodes et aux perspectives de classe du mouvement ouvrier et l'issue révolutionnaire se heurteront à des obstacles d'autant plus grands que les habitudes et les inerties que la bourgeoisie, forte de sa longue expérience, a soin de répandre parmi les prolétaires au travers des institutions démocratiques, conserveront plus longtemps leur prestige mensonger, leur emprise subtile et hypocrite sur la classe opprimée.

« L'abstentionnisme communiste n'est pas le synonyme de la passivité ou de la renonciation : il est un cri de guerre. Il dit aux prolétaires : on ne peut se défendre contre l'exploitation capitaliste que par la lutte indépendante de classe : tournez le dos à la foire électorale, au moulin à paroles du parlement, à ceux qui veulent vous soumettre aux exigences de la « concorde nationale » et de la paix sociale, dans les usines comme dans les rues.

« On ne peut s'émanciper du joug du capital que par la révolution et la dictature prolétarienne, voie unique de passage au socialisme selon Lénine. Et la classe ouvrière ne peut s'y préparer qu'en brisant tout lien avec la tradition démocratique, avec l'illusion des voies pacifiques au socialisme, avec le mythe du bulletin de vote comme moyen d'émancipation, comme antichambre d'un gouvernement qui se refuserait à être le « comité d'administration de la classe dominante » ou même comme... « voie de transition au socialisme ». Appeler les prolétaires à tourner le dos aux élections et aux partis qui en sont les vestales signifie les appeler à se battre sur leur propre terrain, avec leurs propres armes, pour leurs propres objectifs [...] ».

Un idéal pour la jeunesse : le militarisme

Notre brave PCF ne manque pas une occasion pour stigmatiser la procédure qui en Allemagne fédérale permet de chasser de l'administration des citoyens n'ayant pas des opinions politiques en règle avec la Constitution, ce qui ne l'empêche pas ici de se taire lorsque quelqu'un est sanctionné, comme par exemple Pelletier, qui a été chassé de l'Education Nationale pour avoir eu des démêlés avec la hiérarchie militaire quand il faisait son service à Draguignan !

Mais il y a mieux. Dans une proposition de loi sur le « statut général des cadres militaires et militaires de carrière », déposé sur le bureau de l'Assemblée par le « communiste » L. Baillot, on peut lire à l'article 66 :

« Les militaires sont libres d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique. Mais ceci dans les conditions suivantes :

1. Loyalisme à l'égard de l'Etat démocratique, et n'utiliser en aucune façon les armes et le service à des fins politiques.
2. S'abstenir d'activités politiques dans le service.
3. Respecter entièrement le principe d'obéissance hiérarchique et ne pas adhérer à des sociétés secrètes ou des groupements clandestins. »

Quant à l'article 70 qui prévoit le droit « d'adhérer à tous groupements et associations professionnels », il fixe aussi les « limites suivantes, imposées par la spécificité de la fonction militaire :

— le fonctionnement et les activités de telles associations ne doivent pas remettre en cause l'obéissance hiérarchique ;

— elles ne doivent pas porter atteinte à la cohésion de l'armée ;

— l'exercice du droit de grève est incompatible avec l'état militaire ».

La caste des officiers avait-elle besoin qu'on fixe de telles limites ? Non. Elle les pratique journellement. En revanche, à l'heure où l'armée professionnelle elle-même est contrainte de faire de plus en plus appel à des éléments prolétaires, feu vert est donné pour réprimer tout élément remuant qui ne peut pas ne pas bouger sans gêner le corps des officiers ; feu vert est donné pour réprimer tout soldat suspect d'appartenir à un parti politique à gauche du PCF. Et les appels n'ont pas été oubliés par le PCF puisqu'ils ont déjà un statut à part, et qui est tout aussi clair !

Pour justifier son appui ouvert à l'Etat et à son pilier central, le PCF fait même appel à la théorie : « Quant à l'armée elle est un appa-

reil de l'Etat. La briser serait per- mettre l'Etat démocratique de demain d'un atout indispensable. Ce qu'il faut, c'est la transformer, en démocratiser les structures... On conçoit donc aisément que « l'anti-militarisme sera demain un obstacle à une politique démocratique et [qu'il] est déjà aujourd'hui antagonique avec le combat pour le changement [...] ». Il fait le lit de la réaction, il est diviseur, alors qu'il faut rassembler » (L'Humanité du 18/6/76).

C'est pourquoi la tâche des « jeunes communistes » est claire pour L. Baillot (France Nouvelle du 15/3/76) : « dénonçant tout anti-militarisme qui fait le jeu du pouvoir et des cadres réactionnaires », les jeunes doivent faire comprendre à ceux qui veulent éviter le service militaire en se « réfugiant dans la réforme ou la coopération », qu'« une telle attitude conduit à laisser le champ libre aux gauchistes antimilitaristes ou aux réactionnaires militaristes, ce qui revient au même »...

En somme il fallait un idéal à la jeunesse. Le PCF lui en propose un qui s'allie harmonieusement avec celui que contient la proposition de loi du sinistre Baillot : devenir des rassembleurs des soldats et des officiers en se lançant dans... la délation des gauchistes !

Leur « front unique » et le nôtre (5)

(Le début de cet article a paru dans les numéros 219, 220, 221 et 223).

*

Après avoir parlé du prétendu « front unique » de l'OC-R et de l'OC-GOP, deux groupes typiquement populistes et électorales — et qui s'en vantent —, il peut être intéressant d'aller voir du côté de groupes qui, eux, se revendiquent d'un courant bien précis, le trotskysme, et prétendent se réclamer des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, si leur « front unique » est plus proche du nôtre pour autant. Nous voulons parler de l'OCI et de la LCR.

Une première remarque qui s'impose est que, encore moins que l'Opposition russe, et comme tous les groupes qui s'en réclament, l'OCI et la LCR n'ont pas pu tirer jusqu'au bout les leçons de la contre-révolution stalinienne, ne serait-ce que parce qu'ils n'ont pas su individualiser dans les glissements successifs de l'IC dans le domaine de l'application tactique — et dans la méthode erronée consistant à tirer mécaniquement de la double révolution russe des leçons d'« élasticité tactique » à

appliquer telles quelles dans un Occident capitaliste et démocratique où les forces politiques en présence et leurs potentialités révolutionnaires n'étaient plus les mêmes — les germes qui devaient peu à peu affaiblir les capacités de résistance du Komintern, puis le paralyser, face à la contre-révolution montante qui s'est finalement emparée de lui.

Mais il y a plus. Pour pouvoir de toute façon se réclamer de la tactique des quatre premiers congrès de l'IC, et en particulier de celle du front unique, encore faudrait-il que ces groupes puissent démontrer qu'ils partagent les objectifs auxquels cette tactique devait mener, et ses critères. Or, en fait, aussi bien la LCR que l'OCI nient les principes auxquels la tactique du front unique devait, pour l'Internationale, conquérir des couches toujours plus larges du prolétariat : l'insurrection, la dictature et la terreur exercées par le parti, comme unique voie de l'émancipation prolétarienne (cf., pour l'OCI, *Le Proletaire* n° 135 et 136, et, pour la LCR, *Le Proletaire* n° 190 à 193). De même, nous le verrons, ils sont étrangers l'un et l'autre aux critères fondamentaux de cette tactique de l'Internationale.

OCI et LCR, variantes du suivisme

Tout d'abord, la tactique du front unique définie en décembre 1921 avait été établie pour faire face à une situation bien précise d'offensive généralisée de la bourgeoisie contre un prolétariat divisé politiquement et syndicalement, certes, mais encore debout et pourvu de partis communistes jeunes, mais pleinement constitués et centralisés à l'échelle internationale, une situation dans laquelle la lutte ouvrière pour la défense du pain et de l'emploi débouchait nécessairement sur l'affrontement armé avec la bourgeoisie, ses bandes para-légales et son Etat. Chez l'OCI et la LCR, pour lesquelles la situation est en permanence objectivement pré-révolutionnaire et pour lesquelles il ne manque « que » les conditions subjectives de la prise du pouvoir, le front unique s'élargit — et se dilue — en une tactique valable en toute situation, et destinée précisément à donner le coup de pouce nécessaire pour l'enclenchement du processus révolutionnaire.

En conséquence le but du front unique ne peut plus être le même. En 1921-22 il était, pour les communistes, d'assurer une défense efficace de la classe contre l'offensive bourgeoise et le sabotage opportuniste, en raffermissant les rangs prolétariens et en faisant également la démonstration pratique, au travers de la lutte immédiate de défense qu'on visait à unifier et à radicaliser le plus possible, de la supériorité de la méthode communiste sur celles des partis opportunistes et pseudo-révolutionnaires. Les deux aspects étaient inséparables. Pour l'OCI et la LCR, au contraire, ils sont indépendants. Pas un mot sur les nécessités de la défense de classe contre le front uni bourgeois-opportuniste. Le but est de gagner des militants : un point, c'est tout. En conséquence également, l'horizon politique qui est celui du front unique ne peut plus être celui de l'offensive révolutionnaire, même lointaine, mais préparée puis dirigée selon un plan rigoureux par le parti révolutionnaire. Il est, pour la LCR, la révolution-processus qui commence avec... le gouvernement des « réformistes » ; il est, pour l'OCI cette série de « transitions » qui mènent successivement du gouvernement de l'Union de la Gauche au gouvernement PC-PS « sans ministres bourgeois », puis à la dictature du prolétariat, le tout à l'enseigne de la tactique du « gouvernement ouvrier » qui « couronne » la stratégie du front unique (1).

Enfin et surtout, le rôle du parti révolutionnaire n'est plus de critiquer et de combattre à tout moment les partis opportunistes, avant, pendant et après l'action, en tirant les leçons du passé afin d'armer politiquement le prolétariat et de lui éviter, comme disait Trotsky, de retomber sans cesse dans les vieilles erreurs et de subir

toujours à nouveau les trahisons déjà subies dans le passé, ou du moins de rendre utiles les expériences qui sont inévitables. Pour eux, le rôle du parti se borne à pousser « les masses [à] faire l'expérience pratique du réformisme pour perdre leurs illusions démocratiques » comme dit la LCR (Thèses du 1^{er} congrès, *Une chance historique pour la révolution socialiste*, Cahier Rouge n° 1, p. 22), à « amener les appareils bourgeois, diviseurs, à se dresser contre ce qu'exigent les masses, permettant aux militants de faire l'expérience pratique de la trahison des appareils comme de la nécessité du parti révolutionnaire », comme dit l'OCI (*Le front unique et la construction du parti révolutionnaire*, Supplément à « Informations ouvrières » n° 691, p. 4). En somme, peu importe que se produisent de nouveaux désastres prolétariens, pourvu que cela étaye la démonstration des professeurs rouges !

Une telle conception pédagogique et spontanée de la préparation révolutionnaire revient à amoindrir la fonction du parti, en conférant à l'expérience de la « trahison » une valeur intrinsèque qu'elle n'a pas, qu'elle ne peut pas avoir en dehors d'un parti qui mette à l'avance le prolétariat en mesure sinon de l'éviter (s'il n'en a pas la force), du moins d'en tirer profit au lieu d'en être démolalisé. C'est elle qui conduit, sous prétexte de tenir compte de l'état d'esprit des masses et de ne pas se « substituer » autoritairement à elles, à taire quotidiennement, face aux prolétaires, le rôle réel de l'opportuniste et à renforcer en fait leurs illusions à cet égard.

C'est que la LCR comme l'OCI sont foncièrement suivistes vis-à-vis des partis opportunistes comme vis-à-vis de la conscience momentanée de la classe. Pour la direction de l'IC, en 1921-22, le front unique pouvait comporter des accords de sommet entre partis, mais il était essentiellement (notre courant disait qu'il devait être exclusivement) un front à la base « de tous les ouvriers désireux de combattre le capitalisme », contre la bourgeoisie et ses agents au sein de la classe ouvrière. Pour l'OCI et pour la LCR il ne doit jamais être un front uniquement à la base, mais toujours un front « de la base au sommet » avec les partis social-chauvins, sous le prétexte fallacieux que la tactique faussement extrémiste de l'Internationale dégénérée, de 1928 à 1934, fut présentée sous le nom (tout à fait inadéquat, dans ce cas) de « front unique à la base » (2).

Pour la direction de l'IC, en 1921-22, le front unique n'était pas une alliance (moins encore un bloc électoral), mais le prolongement d'une scission irrévocable. Il supposait un parti solide, conscient du fossé irréductible entre le camp de la révolution et celui des forces contre-révolutionnaires, jaloux

de sa propre indépendance (même si notre courant fut le seul à définir complètement les conditions pratiques de celle-ci). Pour l'OCI et la LCR, partis « révolutionnaires » (au pluriel !) et partis réformistes sont autant de tendances appartenant au même « mouvement ouvrier » (3). Il ne s'agit donc plus, comme le stipulait la direction de l'IC, de creuser toujours plus profondément la tranchée de classe en renforçant l'indépendance programmatique et organisationnelle du parti et en luttant pour arracher le prolétariat à l'influence de l'opportuniste. La IV^e Internationale revendique l'exigence de « combler le fossé creusé pendant la phase précédente entre la nouvelle extrême gauche et le mouvement ouvrier organisé », mais comme par ce dernier, elle entend indistinctement la base, susceptible d'être influencée par des poussées de lutte et le sommet dont il est exclu qu'il puisse l'être, elle en vient à revaloriser ce sommet aux yeux des ouvriers et même à proposer un rapprochement avec lui dans la double perspective illusoire de « réduire les risques d'une répression isolée [...] de l'extrême gauche par l'Etat bourgeois » (les partis des Noske et des Scheidemann protégeant. Luxemburg et Liebknecht contre la répression !) et de « radicaliser le mouvement ouvrier en voie de recomposition » (Thèses et résolutions du 10^e congrès de la IV^e Internationale, « IV^e Internationale » n° 16-17, juillet-août 74, p. 39) ; donc, dans un cas comme dans l'autre, de se servir de ces partis contre-révolutionnaires dans l'intérêt de la révolution !

Ces critères communs procèdent d'une vision également suiviste et spontanée de l'émancipation et, auparavant, de la préparation révolutionnaire et suffisent pour annuler toutes les prétentions à faire découler le prétendu « front unique » de l'OCI et de la LCR de celui de l'Internationale des origines. A l'intérieur de ce cadre commun, il existe cependant des divergences qui font que l'OCI et la LCR occupent des places différentes dans l'éventail des forces qui servent d'intermédiaires et d'entremetteurs entre le prolétariat et l'opportuniste.

Tout d'abord, pour l'OCI, le front unique est un moyen (ou plutôt le moyen) de « bâtir le parti », objectif clairement présenté comme le synonyme de « gagner les masses » (*Réponse à quelques objections sur le front unique ouvrier et le gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois*, « La Vérité » n° 566, mars 75, p. 22), dans sa vision caricaturale du « parti de masse » à tout prix qui est à l'opposé de la vision de l'IC exprimée par exemple dans les thèses du II^e Congrès sur le parti ou dans les thèses sur la tactique du III^e Congrès. La LCR admet du moins que le front unique suppose « un parti ouvrier révolutionnaire implanté » (1^{er} congrès, cit., p. 41). L'OCI voit dans le front unique une « politique d'ensemble qui, partant en toute circonstance des intérêts, des revendications du prolétariat, permet de l'unifier, de l'affirmer en tant que classe [nous avons vu ce que cela signifiait !], pour centraliser par son action son activité politique au niveau du gouvernement et de l'Etat » (*Réponse à quelques objections*, cit., p. 23) : c'est dire que l'unité avec les partis opportunistes est le point de passage obligé de la révolution. Pour la LCR, « la politique unitaire vis-à-vis des réformistes ne peut être qu'une tactique rendue nécessaire par le fait que la conscience de classe des travailleurs retarde sur leur pratique de classe » (*Rouge*, n° 334, p. 7). Enfin l'OCI, tirant en quelque sorte les conséquences logiques de sa « stratégie » d'alliance avec les partis opportunistes, s'applique à se faire bien voir d'eux en combattant les gauchistes. La LCR voit au contraire dans l'alliance avec les autres groupes d'« extrême gauche » et les « initiatives » prises en accord avec eux, les moyens « de créer un rapport de forces suffisant pour contraindre les réformistes à accepter l'unité d'action nécessaire pour mobiliser les larges masses » (*Rouge*, n° 334, p. 7).

C'est au nom de ces divergences que la LCR a beau jeu de reprocher à l'OCI son « opportunisme

foncier » et son « sectarisme ». Mais voyons de plus près ce qui se cache sous « l'unité sur des bases de classe » à laquelle la LCR se targue de contraindre l'opportuniste.

D'abord, les actions en direction des autres groupes d'extrême gauche n'ont pas pour objet — comme elles l'avaient pour le PC d'Italie dirigé par notre courant — de renforcer les conditions d'un véritable front unique des travailleurs contre la bourgeoisie et l'opportuniste grâce à des accords bien délimités, entre groupes syndicaux et d'usine, sur le terrain purement revendicatif, tout en maintenant une indépendance programmatique et organisationnelle rigoureuse qui est précisément une condition pour pouvoir arracher à ces partis pseudo-révolutionnaires les prolétaires combattifs qu'une première réaction, instinctive et incomplète, contre l'opportuniste a poussés dans leurs rangs. La LCR ne fait pas cette distinction entre le mouvement réel de la classe et les groupes qui, momentanément, le capitalisent et le dévient : elle part « de l'idée que les organisations d'extrême gauche sont l'expression politique divergente d'une « avant-garde large » en rupture avec le réformisme, expression d'un phénomène plus large de recomposition du mouvement ouvrier passant à l'intérieur même des partis réformistes de masse » (*Rouge*, n° 334, p. 6). C'est pourquoi les actions « unitaires » avec eux s'accompagnent inévitablement d'un « débat sur les problèmes centraux de la stratégie révolutionnaire » dans la perspective de la « réalisation d'une organisation commune ». Certes le front unique suppose, pour la LCR, « un parti révolutionnaire implanté » ; mais ce parti n'est pas le parti fermé, reposant sur des bases de principe, programmatiques, tactiques, organisationnelles inébranlables des bolcheviks comme de la Gauche italienne : il est un parti qui devrait résulter de fusions éclectiques entre des courants qui passent leur temps à s'accuser mutuellement de centrisme et d'absence de principes !

En deuxième lieu, cette alliance avec les organisations gauchistes trouve sa limite dans le fait qu'elle a pour but — dans le cadre de la tactique dite de l'IUAD (« initiative-unité d'action-débordement ») — d'acquiescer à la « crédibilité » nécessaire pour « se faire reconnaître » comme interlocuteurs valables et comme alliés possibles par les partis social-chauvins. Comme le dit en toutes lettres la LCR, « nous proposons [...] à chaque fois que possible l'unité d'action des organisations révolutionnaires à la seule condition que cette unité ne se fasse pas sur des bases contradictoires avec la recherche de l'unité d'action avec les réformistes et les masses qu'il influence » (*Rouge*, n° 335). On ne

(1) Les forces productives « ayant cessé de croître » et la bourgeoisie ne pouvant plus rien accorder, « la classe ouvrière, pour survivre, est tenue de faire la révolution prolétarienne, c'est sa tâche immédiate » (*Le front unique ouvrier et la construction du parti révolutionnaire*, Suppl. à « Informations ouvrières » n° 691, p. 8). Traduction pour les jours de semaine : « Pour obtenir satisfaction aux revendications, il faut que le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse » (*La question centrale : le front unique ouvrier*, « La Vérité » n° 566, p. 13).

Nous ne traiterons pas ici de la question du « gouvernement ouvrier », dont nous avons déjà signalé qu'elle est distincte de celle du front unique. Nous renvoyons le lecteur, en plus de nos textes classiques (rassemblés, par exemple dans *Défense de la continuité du programme communiste*) à l'article récent paru dans *Le Proletaire* n° 219.

(2) C'est ainsi que la LCR foudroie l'OC-R sous l'accusation terrible de « sectarisme » parce que, caractérisant le PS portugais comme un parti bourgeois, elle nierait par là-même qu'on doive « proposer l'unité d'action à la direction du PS », reprenant ainsi « la politique sectaire du PC allemand des années 30 » ! En réalité, la tactique du « social-fascisme » de l'IC stalinisée était tout le contraire du front unique, à la base ou pas, puisque les PC prétendaient ne s'y prêter qu'à la condition que le front soit dès le départ sous leur direction.

(3) Ainsi, dans le galimatias de l'OCI, la stratégie du front unique se fonde sur le double carac-

pouvait avouer plus clairement la raison qui amène quotidiennement la LCR — pour ne pas indisposer les partis et directions syndicales opportunistes — à paralyser de son propre chef des comités de lutte auxquels elle participe ou qu'elle a suscités, et même à les saboter carrément lorsqu'ils tendent malgré tout à se placer sur des bases de classe nécessairement « contradictoires avec la recherche de l'unité d'action » au sommet avec l'opportuniste, puisque tendant à s'opposer à la collaboration de classe ! C'est cette contradiction interne — caractéristique de sa position, centrisme et oscillante, dans l'éventail des forces politiques — qui amène et amènera toujours plus la LCR à sacrifier non seulement les intérêts des luttes ouvrières, mais ses propres militants, à ce qui paraît bien être pour elle un objectif primordial : l'unité avec l'opportuniste.

*

L'unité avec l'opportuniste, disait Lénine, c'est l'unité avec la bourgeoisie, et la division du prolétariat international. Le véritable front de combat de tous les prolétaires contre l'offensive bourgeoise ne devra et ne pourra se faire que contre les partis opportunistes qui sont les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers. Sa préparation ne peut se faire que suivant les mêmes critères. Ceux qui hésitent devant la rupture conséquente avec l'opportuniste ne peuvent assumer la défense conséquente des intérêts même immédiats de la classe ouvrière, comme ils ne peuvent assumer la préparation conséquente de son émancipation. Et quand ils justifient leur suivisme par l'exigence du front unique, finalement élevé à la hauteur d'un principe, ils oublient que le front unique sur le terrain spécifique de la lutte de défense et sans aucun préalable politique suppose le combat également politique le plus acharné contre l'opportuniste, et que le véritable résultat doit en être l'unité des bataillons prolétaires sous la direction du seul parti communiste.

Quant à notre parti, son activité « extérieure » permanente ne peut que se rattacher non seulement aux critères généraux de l'Internationale Communiste du début, mais aux précisions tactiques apportées par la Gauche qui dirigea le PC d'Italie dans la préparation puis dans l'application du Front Unique prolétarien de 1921-1922, précisions dont le bien fondé a, depuis, été confirmé par l'histoire (4). Leur assimilation est indispensable pour le renforcement du parti et de son travail révolutionnaire quotidien, loin du sectarisme aveugle comme du suivisme et de l'aventurisme tout aussi aveugles.

FIN

tère des partis ouvriers, partis ouvriers bourgeois. Si ces partis n'étaient pas des partis ouvriers, s'ils ne constituaient à aucun moment, tout en étant la négation bourgeoise, la classe comme classe [sic], toute la tactique du front unique serait remise en cause » (*Le front unique ouvrier*, cit., p. 75). Autrement dit le passage de ces partis dans le camp de la contre-révolution n'efface pas leur caractère « ouvrier », qui reste comme la trace d'une pureté originelle, au-delà de tous les péchés ! C'est au nom de ce caractère « ouvrier » que l'OCI appela à voter Mitterrand aux élections présidentielles, autre occasion « pour la classe de se rassembler comme classe » (resic) derrière un seul candidat (ibid. p. 77). C'est encore en son nom que l'OCI et la LCR appellent les partis opportunistes à s'unir, l'OCI en permanence, la LCR en cas de menace « grave » de type... fasciste (comme le recommandent les thèses du 10^e congrès de la IV^e Int., cit., p. 37), assignant ainsi au parti « révolutionnaire », comme nous le rappelions récemment à propos de la LCI portugaise, un rôle de simple « demoiselle d'honneur aux noces opportunistes ».

(4) Sur notre activité dans la perspective du front unique, voir notamment les articles *Le sens de notre activité « extérieure »* (*Le Proletaire* n° 212 et 214), *contre le front unique de la bourgeoisie et de l'opportuniste, front uni du prolétariat !* (*Le Proletaire* n° 185) et sur les rapports entre le parti communiste et les autres organisations (« Programme Communiste » n° 65).

L'Algérie de la « charte nationale »

Après la période des « cent fleurs » version Boumediène, le pays a été appelé le 27 juin à plébisciter la « charte nationale » qui fixe la « stratégie » du « socialisme algérien ».

Inutile de dire que, dans ce « socialisme », le prolétariat doit bien se garder de revendiquer une place dirigeante. Pour les rêveurs qui s'imaginent que seul le prolétariat est porteur de la société sans classes dont le marxisme enseigne qu'il doit ouvrir la voie en se constituant d'abord « en classe, c'est-à-dire en parti politique », puis « en classe dominante » assumant sa dictature de classe, la « charte nationale » répond, du haut de la suffisance que donne un rempart de prétoriens bien armés : « Dans l'étape actuelle que traverse le Tiers Monde, ce n'est pas le prolétariat — numériquement faible ou pratiquement inexistant — qui institue le socialisme, c'est l'édification du socialisme, qui ne fait qu'un avec l'édification de la nation, son industrialisation et sa modernisation, qui assure l'émergence du prolétariat ».

Il n'est pas manière plus cynique de dire aux prolétaires et aux semi-prolétaires qui ont été la piétaille de la lutte pour l'indépendance : « Ne vous occupez pas de politique, laissez-nous faire, nous, gens instruits en socialisme national ! » D'ailleurs la « charte nationale » insiste : « Les travailleurs ont un rôle décisif à jouer dans le développement de la Révolution car ils contribuent d'une manière déterminante à la consolidation des assises économiques du socialisme ». Certes, « Chaque travailleur apportera sa contribution au pro-

grès de la Révolution. Son engagement révolutionnaire se traduira d'abord par le renforcement de la productivité ». Bref, « taisez-vous, ou ne parlez que pour bénir vos dirigeants bien intentionnés et au demeurant profondément pieux, et... produisez ! ».

Voici le sens de toute cette mobilisation qui a pris l'allure d'une discussion politique où il a fallu enrober ces thèmes du lait de la révolution et du miel de l'Islam.

L'Algérie est à l'heure des grandes mobilisations. Après la grande campagne d'excitation chauvine sur le Sahara, voici maintenant celle sur la « charte nationale ». Que peut cacher ce besoin de la clique dirigeante de mener une agitation publique, alors que, depuis onze ans, elle a tout mis en œuvre pour faire taire le moindre sentiment politique afin de mettre le pays au travail ? Indéniablement le souci de se préserver quelques privilèges au moment où la contestation gagne du terrain dans les classes dirigeantes (voir le retour des vieux dirigeants dépassés sur la scène politique) et la tentative peut-être de se donner un appui populaire dans les disputes. Mais surtout, tout ce flot de démagogie est une tentative pour endiguer un mécontentement social grandissant, aggravé par une crise agraire inouïe qui provoque l'abandon massif des terres et des cultures tandis que la disette gagne les campagnes, et par la perspective du retour des émigrés frappés par la crise et la discrimination dans les pays européens.

Un exemple de ce mécontentement. Fin mai, à Aïn Beïda, dans les Aurès, ont eu lieu de véritables émeutes populaires. A la

suite d'un match de football où la police est intervenue, des milliers de personnes ont pris d'assaut, pendant des heures, l'usine de textile au cri de « nous voulons du travail ». Le palais de justice et le commissariat ont été incendiés. Des appartements de policiers ont été dévastés, des camions et des motos de la police incendiés. Après avoir libéré les détenus, la foule a saccagé la prison. Tard dans la nuit du dimanche 23 mai, la foule tenait tête aux forces de répression, soutenues par des détachements de gendarmerie, de police et de militaires venus de Batna, de Constantine et de toute la région. Le lendemain, régnait dans la ville une atmosphère de grève générale spontanément déclenchée, et une marche silencieuse de protestation et de deuil fut organisée, raconte le PRS dans un rapport dont des extraits ont été publiés dans Libération du 16 juin.

Quelques jours plus tard, les travailleurs de l'université d'Alger se mettaient en grève ainsi que ceux de la SONELEC de Oued-Smar-Alger, en dépit de l'interdiction de la grève dans le secteur public.

Des signes avant-coureurs de nouvelles tempêtes s'accroissent en Algérie mais, là, aussi, pour tirer parti des événements qui se préparent — et quels qu'en soient les délais — il importe de séparer le plus nettement possible les intérêts du prolétariat et de la masse considérable des paysans pauvres de ceux des autres classes. Il devient aussi urgent, sur cette base, de tirer un bilan des luttes non seulement de l'indépendance mais aussi de la période qui a suivi.

En marge des élections au Portugal

Toujours le mythe de l'unité

Le coup de barre du 25 novembre 75 a marqué la fin du cycle d'ivresse « révolutionnaire » ouvert en avril 74, en remplaçant le mirage du pouvoir populaire par la dure réalité de l'Ordre rétabli dans les rues, les casernes, les usines et les champs. Sous le signe de cet Ordre, la « révolution portugaise » entame une nouvelle phase, dans laquelle le régime provisoire instauré le 25 avril fait place à une démocratie parlementaire héritière de la meilleure tradition européenne. Le point final de cette « période de transition » assurée par les gouvernements provisoires successifs a été l'élection, fin juin, du président de la république. En même temps, cette élection est le point de départ de cette phase nouvelle dont la tâche principale est de « sortir l'économie de la situation catastrophique où elle se trouve ».

Que cette tâche implique une pression accrue sur le prolétariat industriel et agricole et sur la paysannerie pauvre, c'est le nouveau président lui-même qui l'affirme : « L'élite des travailleurs, c'est-à-dire les travailleurs de la région Lisbonne-Sétabal, doit se sacrifier pour que d'autres bénéficient de la reconstruction du pays [...] Dans l'Alentejo, certaines forces ayant un comportement social inadéquat [sic !] ont joui jusqu'à présent d'une impunité inadmissible. Il y sera mis fin. »

Côté mouvement ouvrier cependant, le nouveau cycle voit persister les mêmes erreurs qui ont marqué le cycle précédent et qui ont contribué à livrer le prolétariat sans armes à la bourgeoisie

portugaise. En effet, tandis que les maoïstes répètent leur jeu infâme en s'alignant aux côtés des grands propriétaires fonciers, de la grande bourgeoisie, du PS, du PPD, du CDS, pour appuyer le général Eanes, l'« extrême gauche », elle, se range encore une fois derrière les artisans du désarmement du prolétariat : la plus grande partie suit Otelo, les trotskystes de la LCI soutiennent encore le PC, rêvant d'un « gouvernement ouvrier » PC-PS !

Incappable de tirer les leçons de l'histoire, cette « extrême gauche » ne voit pas que cette même unité a empêché hier le mouvement ouvrier de tirer profit des fissures ouvertes dans la métropole par les coups des masses noires des colonies, parce qu'elle l'enchaîne inévitablement au statu quo, à la légalité constitutionnelle qui consacre son exploitation et son oppression.

L'illusion que l'unité avec la gauche militaire représentée par ce même Otelo hier et aujourd'hui, de même que l'unité ouvrière comprise comme un front avec les partis fausement « ouvrier » ne pourra mener, comme elle a mené, hier, qu'à de nouveaux 25 novembre, à la soumission sans résistance du prolétariat aux impératifs antiouvriers du capital.

Dissiper ces illusions c'est la condition sine qua non pour que le mouvement ouvrier puisse s'engager de façon conséquente dans la lutte pour la défense de ses conditions de vie devant l'offensive bourgeoise et pour qu'il soit capable de passer, plus tard, à l'attaque révolutionnaire.

En Espagne, face à l'inflation et au chômage

Contre le « pacte social » !

« L'année économique 1975 a été la plus mauvaise des vingt dernières années, avec une croissance du PNB de 0,8 % (...), un déficit du commerce extérieur de 3.470 millions de pesetas, une inflation supérieure à 14 %, une réduction de l'activité industrielle, une récession des investissements de 8 % dans l'industrie et de 3,5 % dans l'ensemble de la formation brute de capital et un fort chômage » (déclaration du Ministre de l'Economie et des Finances, Villa Mir, La Vanguardia, 11-6-76).

Pour sa part, Cambio 16 (12-4-76) annonce 600.000 chômeurs en 1975, et en prévoit près de 800.000 en 1976 et un million en 1979, selon les chiffres de l'ex-Ministère de la Planification et du Développement. La Vanguardia (4-5-76 et 2-6-76) reconnaît que le taux d'inflation a atteint 14 % en 1973, 18 % en 1974, 14 % en 1975 et, malgré le fait que « les premiers mois de l'année n'ont pas l'habitude d'être inflationnistes », annonce une augmentation des prix de 4,5 % au cours des trois premiers mois de 1976, de 2,03 % en avril et près de 4 % en mai, ce qui fait une augmentation de 11 % au cours des cinq premiers mois de l'année. « A ce rythme, 1976 peut battre tous les records — ce qui est beaucoup ! », ajoute l'auteur de l'article.

« Alors que le déficit de notre balance des paiements peut nous laisser en état de prostration définitive, et qu'un chômage sans précédent atteint des niveaux capables de traumatiser les plus solides, l'inflation [...] a atteint au mois de mai un niveau plus que capable de rendre impossible la coexistence dans notre pays » soulignait avec lucidité Cambio 16 du 7-6-76.

C'est sur cette toile de fond que le prolétariat s'est lancé dans la lutte décidée pour la défense de ses conditions de vie et de lutte. Les bourgeois reconnaissent que, rien que dans les trois premiers mois de l'année, il y a eu 50 millions d'heures de grève, contre 15 millions au cours de toute l'année 1975. Tout au long de ces dernières années, la renaissance irrésistible de la lutte revendicative a eu raison de toutes les barrières dressées par le franquisme pour empêcher la défense prolétarienne.

La classe ouvrière d'Espagne s'est placée sur son propre terrain, celui de la force collective, celui de la lutte de classe, brisant ainsi « l'unité nationale » qui n'est rien d'autre que la soumission aux intérêts du capitalisme.

C'est de cette rupture irréversible de l'« unité nationale » assurée autrefois par les structures franquistes, que sont nées et se sont accélérées « la réforme » et la « démocratisation », précisément pour essayer de reconstruire cette unité, cette fois « volontairement », grâce à la collaboration sans prix de la démocratie et de l'opportunisme « ouvrier ».

« Pour retourner aux temps heureux des gros bénéfices, écrit Cambio 16 du 26-4-76, les chefs d'entreprise demandent un « pacte social » avec les travailleurs, [...] et pour y arriver certains pactiseraient avec le diable ». Ribera Roqueira, président de la Chambre de Commerce de Madrid, déclarait que « la longue grève de la métallurgie a suscité parmi de nombreux chefs d'entreprise la soudaine prise de conscience du fait que les choses ne peuvent plus continuer comme cela. Avec le système politique de l'Europe occidentale nous n'aurions pas autant de grèves que celles qui se sont produites dans notre pays » (idem, 7-6-76).

Pour cela, bien entendu, ils ont besoin non seulement de la démocratie, quitte à se séparer des fidèles laquais type Arias Navarro, mais encore, et surtout, de ses piliers « ouvriers », ces forces disposées à vendre la peau des exploités en échange des chaînes dorées de la démocratie. Mais cela fait déjà bien longtemps qu'ils disposent de cette relève prête à tous les « pactes sociaux ».

Avec la courtoisie caractéristique des laquais, Julián Ariza, dirigeant des Commissions ouvrières, affirme : « Nous ne voulons pas, loin de là, provoquer la faillite de l'économie et des entreprises. [...] Mettons-nous d'accord pour accélérer le passage à la démocratie. Le même sens des responsabilités dont nous avons fait preuve chaque fois qu'on ne nous a pas persécutés, fera que les inévitables confrontations de classe auront lieu sous la forme qui convient A L'ENSEMBLE DE NOTRE SO-

CIETE ». Pour sa part, Manuel Zaguirre, dirigeant de l'USO (Union Syndicale Ouvrière), « croit à la nécessité et à l'urgence d'un pacte social », et il ajoute : « Je crois sincèrement que [...] nous avons donné suffisamment de preuves de maturité et de disposition au dialogue. Le pacte social, je le conçois comme un accord en liberté, une négociation entre intérêts opposés capables de converger en un moment concret et décisif, et il est hors de doute que l'actuelle situation historique de notre pays impose de la sagesse et du réalisme aux différents secteurs pour la surmonter » (Cambio 16, 26-4-76).

Bref, « donnez-nous la démocratie, et nous pourrions jouer alors, et à fond, le rôle (que nous assumons déjà) de pompiers sociaux ! Quant aux travailleurs combattifs qui, par leur élan de classe, brisent et briseront tous les « pactes », toutes les « dispositions au dialogue », tout le « bon sens » de la collaboration entre des classes aux intérêts inconciliables ; quant aux révolutionnaires qui oseront lutter, non pas pour la « reconversion de l'économie », non pas pour la démocratie, non pas pour les « nécessités nationales », mais pour les intérêts matériels — et, au-delà, historiques — des masses ouvrières, à eux, les uns et les autres promettent, comme dit l'éditorial de Cambio 16 du 29-3-76, « bastonades et terrorisme, car pour cela on a la loi rigoureuse de la démocratie ».

Hier, le PCE (et les maoïstes) déclaraient que le franquisme — et non le capitalisme dont le régime fasciste aujourd'hui, tout comme la démocratie demain, est l'expression politique — était la cause première et ultime de tous les maux : la démocratie devait suffire pour effacer d'un trait le chômage et l'émigration. De nos jours, la démocratie est présentée comme un besoin pour faire accepter aux prolétaires chômage et émigration (comme au Portugal, après plus de deux années de démocratie, comme en Italie, après 33 années de « révolution antifasciste »). La chanson est toujours la même : celle de la trahison.

PROLETARIAT CONTRE BOURGEOISIE ! : c'est la seule voie de la défense prolétarienne aujourd'hui, comme de l'émancipation révolutionnaire demain.

Contre la force, la force !

Que prouve le raid d'Entebbe sinon que les courageux palestiniens qui ont osé insulter l'ordre international qui les étouffe ont été vaincus parce que les mercenaires de ce même ordre ont su ne pas se laisser ligoter par le respect d'aucun principe moral, par le respect d'aucune frontière ? Ils n'ont été guidés que par un seul principe, l'efficacité de leur mission contre-révolutionnaire, ce qui leur vaut les applaudissements de tous les tenants de l'ordre établi.

Le prolétariat doit en tirer la même leçon que son ennemi de classe, mais pour son propre compte. Certes, aucune violence réactionnaire, aussi résolue soit-elle, ne pourra jamais empêcher à la longue que s'écroule cette société de cannibales. Mais le prolétariat ne peut briser cette société et abréger les souffrances de son agonie sans utiliser la violence révolutionnaire, sans faire l'usage le plus hardi, le plus déterminé, le plus résolu de la force. Cette détermination, cette audace et cette résolution, il saura les trouver dans le caractère grandiose de son œuvre émancipatrice.

permanences du parti

permanences en juillet et août

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e) Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A LILLE : le dimanche 18 juillet de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

presse internationale

Voici le sommaire du numéro 12 (25 juin 1976)

il programma comunista

Dopo le elezioni : a mani vuote Riformismo sbirro e moralista Omaggio ai proletari in pelle nera del Sud Africa Ripresa economica e occupazione vanno in senso inverso Si all'arma dello sciopero, no alle manovre dell'opportunismo Sulla via di un fascismo democratico

In margine a un'assemblea regionale dei soldati Il riformismo eurocomunista guarda ben al di là dei fronti popolari Mao, Stalin e la costruzione del socialismo Democrazia e opportunismo contro i proletari greci Cronache sindacali Vita di partito Un'occasione perduta per risparmiare carta e piombo Note varie

Lisez et diffusez

programme communiste

(revue théorique du Parti)

EL PROGRAMA COMUNISTA

(revue en langue espagnole)

Comunist Program

(revue en langue anglaise)

BULLETIN

(Auszüge der Presse der IKP)

(périodique en langue allemande)

EL COMUNISTA

(supplément à El Programa Comunista)

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926